



FICHE DE POSTE – EXPERT(E) EN RENFORCEMENT DE CAPACITES - PROGRAMME VILLES DURABLES A BOMA

Intitulé du poste : Expert en renforcement de capacités

Pays / zone géographique : Boma, République Démocratique du Congo

Durée de la mission : 48 mois renouvelables pour une période de 4 ans, en tenant compte de la performance et des fonds disponibles.

Prise de poste souhaitée : 1er Trimestre 2025

Expérience : Dix (10) ans minimum

Référence du programme : Programme multisectoriel de développement durable de la ville de Boma (Ville Durable – Boma)

Rémunération prévisionnel : 3000\$ - 4000\$

Type de contrat : CDD (4ans – 6ans)

Date limite de dépôt des candidatures : 29-11-2024

A. DESCRIPTION DU CONTEXTE :

1. Contexte général

Le déclin des activités portuaires entamé dans les années 2010 avec l'ouverture de nouveaux ports (à Matadi et bientôt à Banana) a progressivement conduit à la fermeture des entreprises les plus pourvoyeuses d'emplois à Boma (brasserie, logistique, alimentation, pétrole, aéroport) et au déclin des services de base (écoles, centres de santé, marchés, distribution d'eau potable, distribution d'électricité), de loisirs (complexe sportif) et culturels (Boma est la première capitale du pays et dispose de beaucoup de sites touristiques). Boma est aussi très exposée aux effets du changement climatique du fait de l'augmentation du niveau de la mer, de l'augmentation des inondations de la rivière Kalamu qui la traverse (liées à l'érosion des flancs de collines) et de l'augmentation des jours de fortes chaleurs. Pour faire face à cette situation, la République Démocratique du Congo (RDC) a sollicité un financement de l'AFD pour identifier puis déployer à Boma une initiative pilote de développement urbain durable et résilient aux effets du changement climatique qui pourrait être répliquée à d'autres villes intermédiaires dans une situation similaire.

L'initiative pilote identifiée vise à améliorer la résilience de Boma aux effets du changement climatique (lutter contre l'érosion et adapter les équipements de proximité), à améliorer les conditions de vie de ses habitants (en particulier les femmes et les jeunes) via la réhabilitation d'infrastructures de bases (voirie, eau potable, électricité) et à améliorer la gouvernance urbaine.

2. Contexte du programme

2.1. L'initiative programme

L'enjeu de cette initiative est de redynamiser et favoriser l'attractivité de Boma et de déployer une démarche pilote intégrée de ville durable et résiliente qui soit répliquable dans d'autres villes de la RDC.

Les objectifs de l'initiative d'un montant prévisionnel de 50M€ dont 10M€ en subvention et 40M€ sous forme de prêt souverain concessionnel sont les suivants :

- Objectif 1 : Adapter Boma au changement climatique :

- ✓ Lutter contre l'érosion en réalisant des travaux urgents de curages, de végétalisation et de nivellement, principalement en HIMO ;
- ✓ Adapter les équipements socio-culturels et administratifs au changement climatique, dont un complexe sportif, des places publiques, des écoles et des centres de santé.
- Objectif 2 : renforcer l'attractivité de Boma :
 - ✓ Réhabiliter les infrastructures de base (voirie, électricité, eau potable) pour renforcer l'équité d'accès aux services essentiels ;
 - ✓ Encourager les opportunités économiques et la cohésion sociale avec notamment la réhabilitation de sites touristiques, de la maison des jeunes et de la maison des femmes ;
 - ✓ Intégrer Boma dans le développement de la Province et définissant un Plan d'Aménagement du Territoire.
- Objectif 3 : renforcer les capacités techniques des autorités nationales et locales afin de réaliser cette initiative :
 - ✓ Assurer une bonne gestion et une exécution efficiente des activités prévues notamment avec l'appui technique d'Expertise France ;
 - ✓ Renforcer les capacités techniques des bénéficiaires pour garantir la pérennité et la durabilité des ouvrages réalisés.

2.2. Mode opératoire du programme

Le mode opératoire suivant en ce qui concerne ce programme :

- La convention de financement sur le prêt de 40 Millions d'euros sera signée entre l'AFD et le ministère des Finances ;
- La maîtrise d'ouvrage du programme sur le prêt et la potentielle subvention sera assurée par le ministère de l'Aménagement du Territoire (représenté par l'Agence Nationale d'Aménagement du Territoire (ANAT)). L'ANAT pilotera l'ensemble du programme ;
- La maîtrise d'ouvrage du programme sur le prêt et la potentielle subvention sera déléguée par l'ANAT à une unité de gestion de programme (UGP). L'UGP disposera d'une autonomie de gestion administrative et financière en étant responsable devant le ministère des Finances de l'utilisation des fonds. Elle assurera les responsabilités de gestion fiduciaire et opérationnelle notamment la planification, la gestion administrative et financière, la mise en œuvre et la supervision technique des partenaires de mise en œuvre (y compris les passations de marchés, l'audit, la gestion des savoirs et de production des connaissances et le système de suivi et évaluation) ;
- La Maîtrise d'Ouvrage d'une subvention parallèle sera confiée à Expertise France, filiale de l'AFD. La subvention financera l'assistance technique d'Expertise France, la réalisation des certains travaux de réhabilitations/constructions prioritaires et la passation de marché d'études de planifications prioritaires (schéma d'assainissement et de gestion des déchets, plan d'urbanisme de la ville et plan d'aménagement provincial) ;
- Un comité de pilotage de l'initiative (autant sur le prêt que sur les subventions) réunira des membres et des invités parmi lesquels : (i) le ministère de l'Aménagement du Territoire (président), les autres ministères (finance, décentralisation, hydraulique, etc), les régies (voirie, eau), la SNEL, la Province et les Mairies...

B. DESCRIPTION DE LA MISSION :

L'ANAT recherche un(e) expert(e) en renforcement de capacités pour l'initiative intégrée de ville durable secondaire pilote à plein-temps qui sera basé à Boma au sein de l'UGP du programme.

Sous la responsabilité hiérarchique du Coordonnateur du programme Ville Durable (de l'ANAT), il/elle travaillera en collaboration étroite avec les partenaires congolais au sein de l'UGP du programme et sera chargé de la mise en œuvre des activités de renforcement de capacités prévues dans le cadre du programme. Il assurera notamment les tâches suivantes :

- co-construire (de manière participative) les principaux i) besoins de formation ii) une stratégie (ou un plan) de renforcement de capacités et iii) une feuille de route transformationnelle des différentes cibles et parties prenantes au programme (associations, communes, mairies, services techniques, agences, régies, etc) ;
- Superviser la préparation et la mise en œuvre de l'étude Baseline et porter une attention particulière aux indicateurs sélectionnés ;
- Mettre en œuvre les activités du programme de renforcement de capacités et procéder à leur évaluation participative avec les acteurs de mise en œuvre ;

- Réaliser des pré-tests et posttests lors des séances de formation en vue d'évaluer le niveau d'appropriation de la formation par les participants/tes ;
- Planifier l'exécution des activités de formation pour qu'elles s'intègrent au mieux avec l'organisation des autres activités du programme ;
- Coordonner les activités de formation tant sur le plan technique qu'organisationnel avec les autres experts qui doivent y prendre part ;
- Apporter un appui technique dans la préparation des termes de référence dans l'acquisition des services intellectuels (conception, études, recherches, etc ...) et évaluer sur le plan méthodologique les livrables fournis par les prestataires de services ;
- Faciliter, à travers de l'appui-conseil, le renforcement des capacités des partenaires institutionnels du programme ;
- Veiller au respect des engagements du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) de la convention et des engagements des Plans de Gestion Environnementaux et Sociaux (PGES) des contrats des prestataires ;
- Veiller à l'intégration des aspects genre, jeunesse, personnes à besoins spécifiques et environnement dans les activités de renforcement des capacités au sein du programme ainsi qu'à la sensibilisation des partenaires en ces matières ;
- Préparer un système de monitoring qui sera utilisé tout au long de l'intervention afin de préparer l'évaluation finale et le rapport final du programme ainsi que d'autres outils ou documents éventuellement utiles à cet effet.

C. PROFIL SOUHAITE

Qualifications et compétences

- Diplôme de niveau Master (bac+5 minimum) en développement urbain/local, développement international, économie du développement, sciences politiques, gestion/administration/finances ou diplôme universitaire équivalent ;
- Très bonne maîtrise de la gestion de programmes ;
- Forte aptitude de coordination et/ou gestion d'équipes ;
- Expertise avérée dans la conception et la mise en œuvre de plans de formations ;
- Excellent rapport relationnel et forte capacité à encourager ses collègues faire appel à ses compétences ;
- Capacité à mener un dialogue avec des partenaires publics et privés ;
- Capacité à diagnostiquer les besoins, et les capacités, à renforcer et concevoir des plans d'action adaptés aux structures partenaires de mise en œuvre ;
- Forte capacité de travail et d'autonomie, flexibilité et organisation, réactivité ;
- Forte capacité rédactionnelle et maîtrise des outils bureautique ;
- Excellente maîtrise du français à l'écrit comme à l'oral ;
- Connaissance du Cadre Environnemental et Social de l'AFD : <https://www.afd.fr/fr/ressources/cadre-environnemental-et-social>

Expérience professionnelle

- Au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans la facilitation de l'intelligence collective ;
- Expérience confirmée en matière d'élaboration et/ou utilisation d'outils de suivi opérationnel de programmes et maîtrise du cycle du programme ;
- Expertise et expérience en diagnostic et accompagnement des organisations (associations de quartiers, des associations sportives, des associations culturelles, autres) ;
- Expertise dans le domaine de l'ingénierie de programmes et de planification stratégique ;
- Expérience dans le suivi du PEES et des PGES ;
- Expérience sur la zone géographique serait un atout ;
- Expérience dans la définition et/ou le suivi du système de suivi-évaluation serait un atout.

Savoir-être

- Aisance relationnelle et rédactionnelle (nombreux contacts en interne et en externe) ;
- Dynamisme et confidentialité ;
- Capacité d'écoute active ;
- Force de propositions ;
- Disponibilité et sens du service

D. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Documents à fournir

- CV comportant les références professionnelles (en français) ;
- Lettre de motivation (en français).

NB : Les candidat(e)s souhaitant postuler pour cette opportunité sont invité(e)s à soumettre leur dossier dans les meilleurs délais sur la plateforme carrière Servtec, accessible via le lien suivant : <https://recrutement.servtec-rdc.com> . SERVTEC se réserve également le droit de réaliser une présélection avant la date limite

Seuls les candidat(e)s sélectionné(e)s seront contacté(e)s.

Date limite de candidature : 29-11-2024

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

**SERVICE DE RECRUTEMENT
SERVTEC RDC**

-